

Accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones rurales

Dossier de la rédaction de H2o
February 2021

En l'espace d'une décennie environ, les conditions d'hygiène se sont nettement améliorées dans les zones rurales de la Mauritanie. Plus d'une centaine de localités ont notamment reçu la certification "Fin de défécation à l'air libre" (FDAL) après la mise en œuvre du Projet national intégré dans le secteur de l'eau en milieu rural (PNISER).

Le projet mis en œuvre depuis 2013, a été financé par un prêt de 3,15 millions de dollars américains de la Banque africaine de développement (BAD), un don de 1,5 million de dollars de son guichet concessionnel, le Fonds africain de développement, et un autre don de 3,5 millions d'euros du Rural Water Supply and Sanitation Initiative (RWSSI), une initiative du département de l'eau et de l'assainissement de la Banque. Le PNISER a contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans les régions du Brakna (sud-est), Gorgol (sud) et Tagant (centre) à travers la desserte en eau pour différents usages (eau potable, petite irrigation, hydraulique pastorale et assainissement), l'accès à l'assainissement et l'élaboration d'une stratégie intégrée de mobilisation et de gestion des ressources en eau. Selon le rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats, publié le 7 janvier par la Banque, 140 localités rurales ont été certifiées FDAL. Cela représente 3 726 latrines ayant été installées par les ménages eux-mêmes et 1 000 autres construites à partir de subventions partielles leur ayant été accordées. Le projet a par ailleurs construit 78 latrines publiques. Afin d'accompagner les populations bénéficiaires et à la suite d'une série de problèmes d'approvisionnement, 17 forages ont été réalisés ainsi que 24 nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable (AEP) solaires. 10 réseaux d'AEP ont également été réhabilités. Grâce à ces infrastructures, 120 000 personnes ont été desservies en eau soit plus que prévu (la cible initiale étant de 110 000). Par ailleurs, la réalisation de huit stations pastorales a contribué à une augmentation du volume d'eau disponible pour le bétail, désormais de dix litres par tête. Quelque 27 forages et 2 bassins de rétention d'eau ont été construits tandis que 40 hectares de terre ont été aménagés et irrigués au titre d'ouvrages d'hydraulique pastorale et des aménagements agricoles mis à la disposition des populations. Dans le Tagant, en accord avec les conditions climatiques locales (faible pluviosité et forte évaporation), des puits ont été mis en service en lieu et place du bassin de rétention prévu.

À quelques mois de la fin du projet, prévue à la fin de l'année 2021, les activités du projet sont, pour la plupart, achevées. Il est à noter des différences en termes de quantité dans la construction de certaines infrastructures, comme les puits pastoraux (5 construits au lieu des 2 prévus) ou les forages d'approvisionnement (27 construits contre 50 prévus)", précise le document. «Cela est dû aux particularités géophysiques des terrains, où les nappes ne sont pas d'une qualité ou quantité suffisante pour permettre la construction de forages d'approvisionnement», conclut le rapport d'achèvement de la Banque africaine de développement.

African Development Bank (Abidjan) - Afrique